



**2015 - ZOOM SUR LA SANTE
FINANCIERE DE 15 000 PME**

Evolutions 2008-2014



OBSERVATOIRE ATH
de l'information financière



ATH publie, dans le cadre de son Observatoire de l'information financière, une analyse complète de l'évolution financière de 15 000 PME non cotées sur la période 2008 à 2014.

Les principaux constats

Activité

Le niveau de chiffre d'affaires s'est progressivement rétabli, faisant apparaître une augmentation globale de 9,6 % entre 2008 et 2014, augmentation qui ne couvre pas l'inflation qui ressort à 10,3 % sur cette même période.

Rentabilité

Le résultat d'exploitation (REX) s'est redressé en 2013 (+2,6 %) et en 2014 (+3,3 %), ce qui est encore insuffisant pour gommer les baisses antérieures. En effet, le résultat d'exploitation en 2014 est encore inférieur de 10 % à ce qu'il était en 2008.

Le résultat net dépasse pour la première fois en 2014 le montant de 2008 avec un delta positif de 1,8 % sur ces sept années.

Quant à la capacité d'autofinancement, elle retrouve tout juste le niveau de 2008.

On constate à nouveau une très légère amélioration de ces agrégats en 2014 par rapport à 2013 et 2012 dont la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en 2013 peut être l'un des facteurs.

Toutefois, les taux de rentabilité de 3,6 % pour le résultat d'exploitation et de 2,7 % pour le résultat net restent insuffisants pour permettre un développement soutenu de ces entreprises.

A noter que depuis 2012, on constate une progression mesurée mais régulière du nombre d'entreprises bénéficiaires et de leur résultat net.

Trésorerie

Les niveaux de trésorerie et de fonds propres continuent de s'améliorer (+25,1 % sur les sept années), ce qui traduit une gestion prudente des chefs d'entreprise des PME qui préfèrent renforcer leurs fonds propres en maintenant tout ou partie de leurs résultats dans les réserves pour faire face à de nouvelles difficultés dans un climat d'incertitudes.

Le niveau du besoin en fonds de roulement ne cesse de s'alourdir ; il s'établit à 62 jours de chiffre d'affaires en 2014 pour 55 en 2008 (année de promulgation de la loi LME).

Endettement net

L'endettement est resté quasiment stable.

Toutefois, du fait de l'accroissement des capitaux propres, le taux d'endettement s'en trouve mécaniquement diminué : stable depuis 2008 aux alentours de 50 % jusqu'en 2013 ; il a baissé à 45,8 % en 2014.

1. Analyse

1er thème : Activité

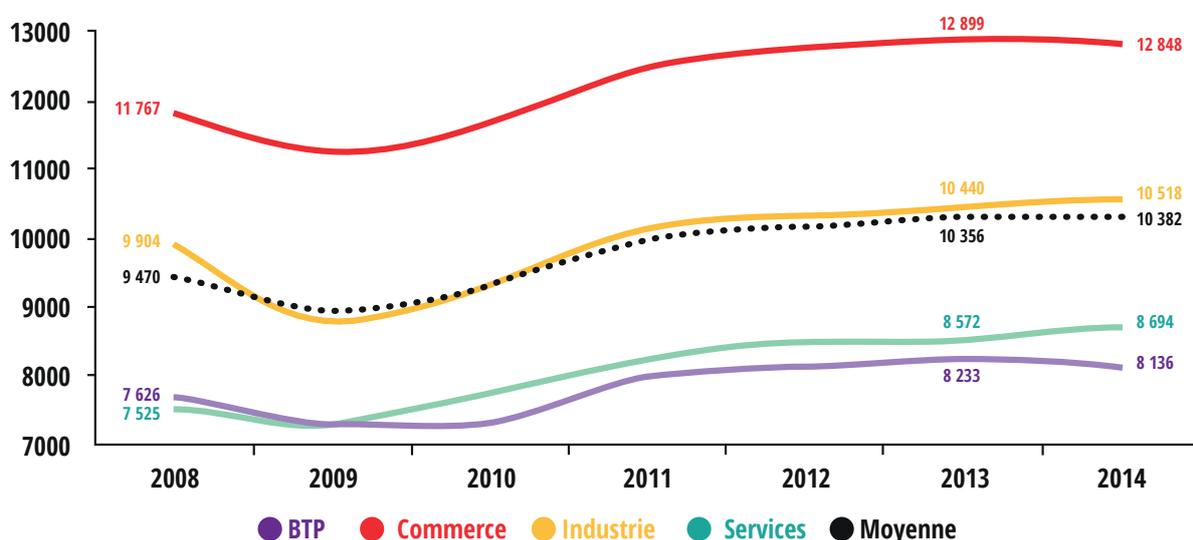
Chiffre d'affaires net hors taxes

Les PME de notre échantillon totalisent un chiffre d'affaires de 167,8 milliards d'euros soit une moyenne de 10,4 millions d'euros pour l'année 2014, comme pour l'année 2013.

Chiffres d'affaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	9 470	8 948	9 313	10 033	10 221	10 356	10 382	+9,6 %
Variation moyenne N / N-1	-	-5,5 %	+4,1 %	+7,7 %	+1,9 %	+1,3 %	+0,3 %	-

Globalement, le chiffre d'affaires a progressé de 9,6 % sur les sept années. Cette augmentation ne couvre que partiellement l'évolution du coût de la vie qui ressort à 10,3 % sur cette même période. A noter une progression très faible sur les trois dernières années, voire quasi nulle en 2014.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité



Seuls les services et l'industrie progressent légèrement ; les autres secteurs sont quasiment stables, le bâtiment rechute après une légère remontée en 2013.

Exportation

Exportation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant moyen à l'exportation en K€	2 016	1 757	1 965	2 106	2 171	2 199	2 214	+9,8 %
Variation moyenne N / N-1	-	-12,9 %	+11,8 %	+7,2 %	+3,1 %	+1,3 %	+0,7 %	-
Taux d'exportation moyen	18,6 %	17,7 %	18,9 %	18,6 %	18,9 %	18,9 %	18,8 %	+0,2 pt
Nb de sociétés concernées	6 782	6 703	6 622	6 666	6 633	6 637	6 869	+1,3 %

Sur les entreprises du panel, seules environ 7 000 déclarent un chiffre d'affaires à l'export soit 46 %. Après un tassement sur les années 2008 à 2013, on constate un léger rebond du nombre d'entreprises exportatrices en 2014 par rapport à 2013. Le montant moyen du chiffre d'affaires à l'exportation atteint 2,2 M€ en 2014 et ne progresse que du montant de l'inflation sans réelle évolution par rapport à 2013, ce qui marque un manque de dynamisme. Il stagne à 19 % du chiffre d'affaires total.

2ème thème : Profitabilité économique

Résultat d'exploitation (REX)

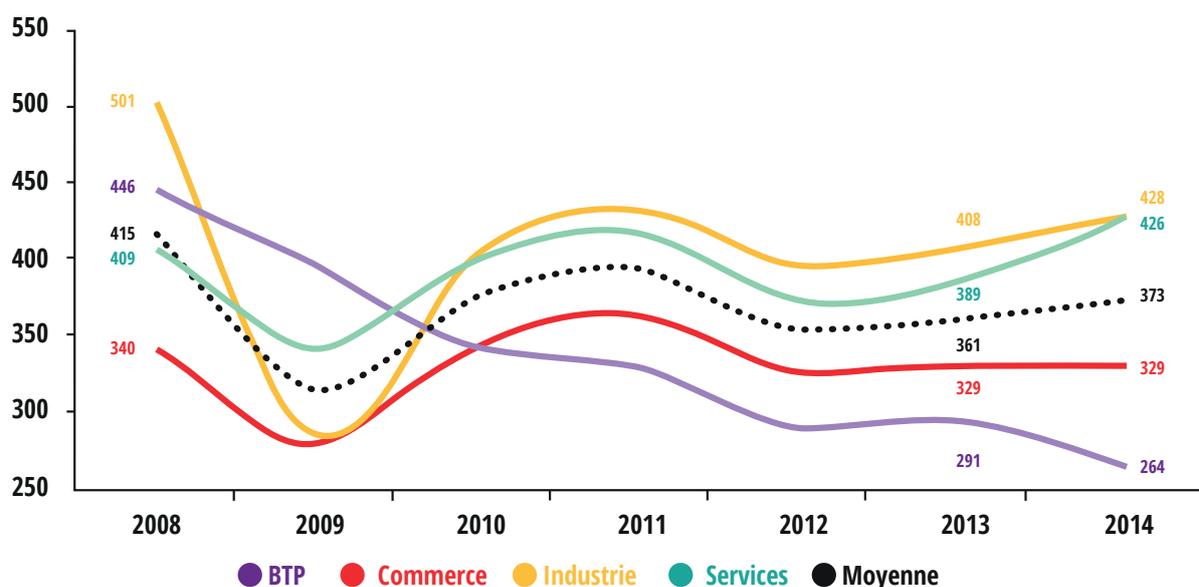
Résultat d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant du REX en moyenne en K€	415	314	375	391	352	361	373	-10,1 %
Variation moyenne N / N-1	-	-24,3 %	+19,4 %	+4,3 %	-10,0 %	+2,6 %	+3,3 %	-
Taux du REX moyen / CA	4,4 %	3,5 %	4,0 %	3,9 %	3,4 %	3,5 %	3,6 %	-0,8 pt

Le taux de rentabilité, passé de 4,4 % en 2008 à 3,6 % en 2014, représente une très faible rémunération du risque. Il reste insuffisant pour faire face à la moindre difficulté nouvelle qui pourrait arriver aux entreprises malgré le CICE dont l'impact n'est pas mesurable.

Résultat d'exploitation des sociétés dont le REX est positif	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant du REX en moyenne en K€	558	512	537	551	539	551	560	+0,4 %
Variation moyenne N / N-1	-	-8,2 %	+4,9 %	+2,6 %	-2,2 %	+2,2 %	+1,6 %	-
Taux du REX moyen / CA	5,9 %	5,7 %	5,7 %	5,4 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %	-0,7 pt
Nb de sociétés	13 859	12 985	13 504	13 545	12 975	13 021	13 086	-5,6 %
% des sociétés	85,8 %	80,3 %	83,6 %	83,8 %	80,3 %	80,6 %	81,0 %	-4,8 pts

Le nombre d'entreprises « bénéficiaires » se stabilise aux alentours de 80 % sans toutefois retrouver le niveau d'avant crise. Le résultat d'exploitation moyen revient après sept années au niveau de celui de 2008, mais sans prise en compte de l'inflation de l'ordre de 10 % sur la période.

Résultat d'exploitation par secteurs d'activité K€



Le secteur du bâtiment continue de chuter spectaculairement. Le commerce reste stable. Seule l'industrie et encore davantage les services voient leur résultat d'exploitation progresser.

3ème thème : Rentabilité nette

Résultat net

Résultat net de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant du résultat net en moyenne en K€	279	212	267	278	247	258	284	+1,8 %
Taux du résultat net moyen / CA	3,0 %	2,4 %	2,9 %	2,8 %	2,4 %	2,5 %	2,7 %	-0,30 pt

Le résultat net moyen s'établit à 284 K€ et s'améliore régulièrement depuis 2012 voire plus nettement en 2014 pour atteindre un taux de 2,7 % du chiffre d'affaires.

La mise en place du CICE en 2013 dont le taux s'est accru de 50 % en 2014 peut expliquer pour partie cette amélioration du résultat net.

Résultat net des sociétés bénéficiaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	393	372	388	397	391	407	432	+9,9 %
Variation moyenne N / N-1	-	-5,3 %	+4,3 %	+2,3 %	-1,5 %	+4,1 %	+6,1 %	-
Nb de sociétés bénéficiaires	14 116	13 311	13 883	13 983	13 402	13 551	13 670	-3,2 %
% de sociétés bénéficiaires	87,4 %	82,4 %	85,9 %	86,5 %	82,9 %	83,9 %	84,6 %	-2,8 pt

Les entreprises bénéficiaires confirment la remontée de leur résultat net depuis 2012 avec + 4,1 % en 2013 et + 6,1 % en 2014.

Capacité d'autofinancement

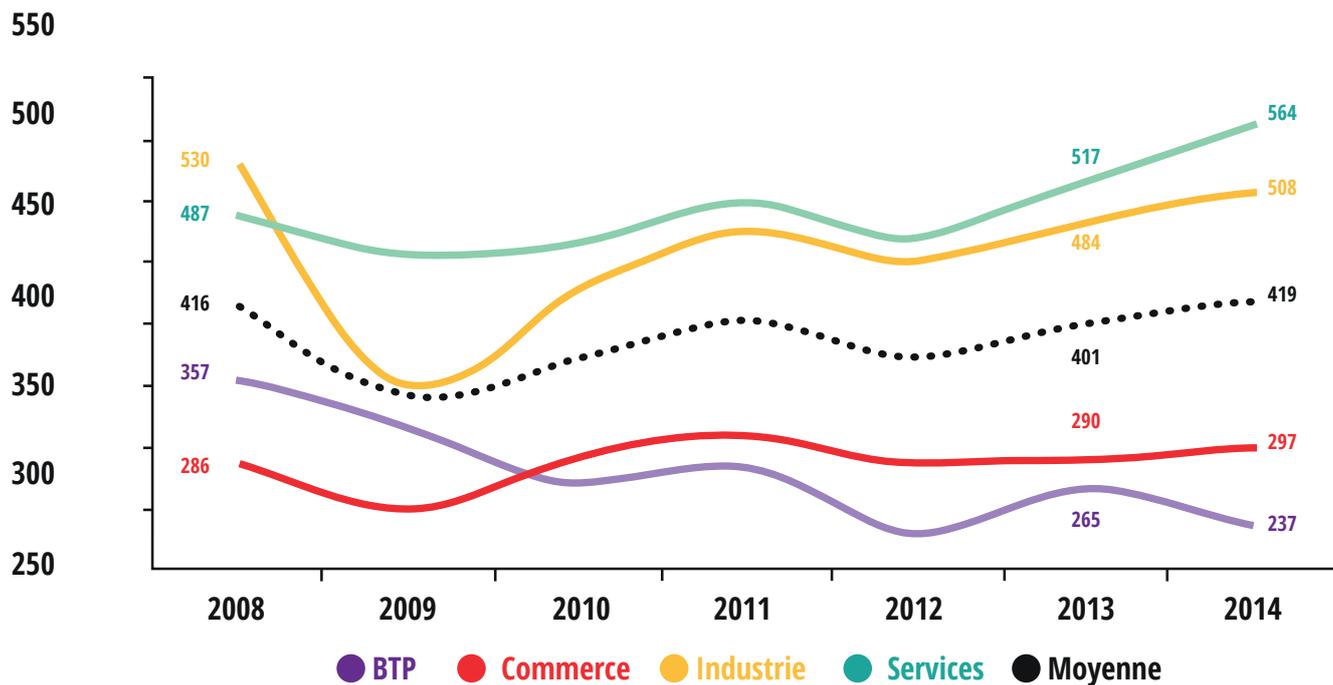
Capacité d'autofinancement avant répartition pour l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Capacité d'autofinancement moyenne en K€	416	345	372	403	375	401	419	-0,7 %
Variation moyenne N / N-1	-	-17,1 %	+7,8 %	+8,3 %	-7,0 %	+6,9 %	+4,5 %	-
Taux de CAF moyen / CA	4,4 %	3,9 %	4,0 %	4,0 %	3,7 %	3,9 %	4,0 %	-0,4 pt

La capacité d'autofinancement mesure le cash généré par l'activité pour investir donc pour assurer la pérennité de l'entreprise, rembourser les dettes et rémunérer les actionnaires.

Le taux de capacité d'autofinancement sur chiffre d'affaires, inférieur à 4 % en 2013 s'est légèrement redressé à 4 % en 2014. Il n'a jamais retrouvé son niveau de 2008, ce qui reste préoccupant en termes de capacité d'investissement et donc de pérennité future.

Capacité d'autofinancement par secteurs d'activité

Le montant moyen de 419 K€ de capacité d'autofinancement, en 2014, recouvre une très grande dispersion entre le BTP (237 K€) et les services (564 K€).



4ème thème : Structure financière

Couverture du besoin en fonds de roulement exprimé en jours de chiffre d'affaires

Couverture du BFR en jours de CA	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne	55	59	57	57	59	60	62	+12,7 %
Variation moyenne N / N-1	-	+7,3 %	-3,4 %	0 %	+3,5 %	+1,7 %	+3,3 %	-

Le niveau du besoin en fonds de roulement (BFR) en nombre de jours de chiffre d'affaires est en augmentation constante depuis 2008. Les effets bénéfiques de la loi LME (2008) s'estompent, le BFR atteignant désormais 62 jours de chiffre d'affaires. Ce BFR moyen ne tient pas compte des modalités de financement à court terme (affacturation, loi Dailly,...).

Trésorerie

Trésorerie nette	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	753	829	883	895	900	938	942	+25,1 %
Variation moyenne N / N-1	-	+10,1 %	+6,5 %	+1,4 %	+0,6 %	+4,2 %	+0,4 %	-

Les entreprises conservent dans l'ensemble un niveau de trésorerie moyen (942 K€ en 2014) qui peut sembler satisfaisant, en amélioration constante depuis 2008 (+25,1 %).

Cette relative bonne situation des trésoreries est certainement la manifestation d'une très grande prudence de la part des chefs d'entreprise visant à se doter d'un volant de sécurité pour faire face à d'éventuelles difficultés. Les entreprises ont sans doute utilisé les outils à leur disposition : augmentation du capital, mobilisation de créances (effets escomptés, affacturation), modération des dividendes,...

Endettement (dettes de caractère financier)

Dettes de caractère financier	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	1 159	1 140	1 168	1 223	1 293	1 323	1 303	+12,4 %
Variation moyenne N / N-1	-	-1,6 %	+2,5 %	+4,7 %	+5,7 %	+2,3 %	-1,5 %	-

On note un léger désendettement ce qui est un signe positif.

Capitaux propres

Capitaux propres	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	2 154	2 259	2 387	2 502	2 576	2 698	2 848	+32,2 %
Variation moyenne N / N-1	-	+4,9 %	+5,7 %	+4,8 %	+3,0 %	+4,7 %	+5,6 %	-

Le niveau des capitaux propres s'est amélioré constamment depuis 2008 en raison d'une intégration partielle des résultats dans les réserves et éventuellement à des augmentations de capital. La progression est continue et ressort à 32,2 % sur les sept ans.

Taux d'endettement (dettes de caractère financier/total des capitaux propres)

Taux d'endettement en %	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne	53,8 %	50,5 %	48,9 %	48,5 %	50,2 %	49,0 %	45,8 %	-8,0 pts
Variation moyenne N / N-1	-	-3,3 pts	-1,6 pt	-0,4 pt	+1,7 pt	-1,2 pt	-3,2 pts	-

Le taux d'endettement stable à environ 50 % jusqu'en 2013 s'est abaissé à 46 % en 2014 traduisant une amélioration de la situation financière des PME.

METHODOLOGIE

Les entreprises françaises se répartissent en **4 catégories** qui sont, en termes d'effectifs, ainsi identifiées :

- ↳ **TPE** - Très petites entreprises - moins de 10 salariés
- ↳ **PME** - Petites et moyennes entreprises - de 10 à 250 salariés
- ↳ **ETI** - Entreprises de taille intermédiaire - de 250 à 5000 salariés
- ↳ **GE** - Grandes entreprises - plus de 5000 salariés.

Définition des PME

Au sens français, il s'agit des entreprises dont l'effectif est compris entre 10 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 millions d'euros ou le bilan annuel 43 millions d'euros

Source des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources de données :

- ↳ Des publications et rapports récents sur les ETI;
- ↳ L'analyse de données financières à partir de l'élaboration d'une base complète (source : Diane 2008 à 2014, bureau Van Dijk).

Le panel de 16 468 sociétés se constitue de PME non cotées et de PME non filiales de sociétés cotées dont l'effectif est compris entre 10 et 250 salariés et dont le chiffre d'affaires est compris entre 2 et 50 millions d'euros sur les années 2008 à 2014.

Ont été exclues de l'analyse :

- ↳ Les sociétés dont le code NAF correspond aux activités de services financiers et d'assurance, aux activités de sièges sociaux
- ↳ Les sociétés dont les formes juridiques correspondent aux associations, EARL, GIE, sociétés civiles et sociétés de droit étranger

Après le retraitement de ces différentes données, le panel de l'étude se compose de 2 412 sociétés. Plusieurs ratios financiers ont été déterminés afin de pouvoir observer les tendances économiques et financières de ces différentes sociétés.

Structure de l'échantillon

Les PME de notre panel se répartissent régionalement de la façon suivante :

Régions	Nombre de sociétés
Alsace	53
Aquitaine	964
Auvergne	367
Basse-Normandie	401
Bourgogne	470
Bretagne	617
Centre	638
Champagne-Ardenne	424
Corse	71
Franche-Comté	302
Guadeloupe	-
Guyane	-
Haute-Normandie	423

Régions	Nombre de sociétés
Île-de-France	3 525
La Réunion	3
Languedoc-Roussillon	552
Limousin	186
Lorraine	288
Martinique	1
Midi-Pyrénées	875
Nord-Pas-de-Calais	761
Pays de la Loire	1 078
Picardie	384
Poitou-Charentes	424
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 249
Rhône-Alpes	2 104
Total général	16 160

Les formes juridiques des sociétés de notre panel :

Forme juridique	Nombre de sociétés
Société à responsabilité limitée (SARL)	2 828
Société à responsabilité limitée à associé unique	512
Société anonyme (SA)	1 984
Société anonyme à directoire	301
Société coopérative	115
Société en commandite par actions (SCA)	7
Société en nom collectif (SNC)	105
Société par actions simplifiée (SAS)	8 380
Société par actions simplifiée à associé unique (SASU)	1 928
Total général	16 160

La répartition par secteur d'activités des sociétés de notre panel est la suivante :

Secteurs d'activités	Nombre de sociétés
BTP - Construction et travaux de construction	2 290
BTP	2 290
Commerce - Commerce de détail	1 342
Commerce - Commerce de gros	2 699
Commerce - Commerce et réparation automobile	1 086
Commerce	5 127
Industrie - Agriculture, Sylviculture, Pêche	142
Industrie - Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	17
Industrie - Industrie Manufacturière	3 578
Industrie - Industries extractives, Agricoles, Alimentaires	89
Industrie - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	149
Industrie	3 504
Services - Autres services	53
Services - Services administratifs et d'assistance	639
Services - Services artistiques et du spectacle et services récréatifs	186
Services - Services de l'éducation	85
Services - Services de santé et d'action sociale	506
Services - Services de transport et d'entreposage	1 220
Services - Services d'hébergement et de restauration	497
Services - Services d'information et de communication	607
Services - Services immobiliers	143
Services - Services professionnels, scientifiques et techniques	832
Services	4 768
Total général	16 160

